

Purge sociale européenne



Pierre Trovet

PAR PATRICK LE HYARIC

Combien de fois les promoteurs du traité de Lisbonne n'ont-ils pas expliqué, avec morgue et suffisance, que leur texte était si sacré qu'il était intouchable ?

Intouchable ! Évidemment, s'il s'agissait d'y inclure le moindre progrès social ou démocratique. Or, voilà que subitement le Conseil des chefs d'État et de gouvernement engage une procédure pour modifier ce traité, de telle sorte qu'il devienne encore plus un instrument d'application de sacrifices décuplés pour les peuples. Il décide de pérenniser le Fond dit « de stabilité financière » et, décision gravissime, de le placer sous la tutelle du FMI. Ce fonds ne servait jusqu'ici qu'à mettre de l'argent public sur la table – 440 milliards d'euros pour l'instant – pour permettre aux États, pillés par les réductions d'impôt sur le capital et les taux d'intérêt bancaires usuraires, de rembourser les banques qui les pratiquent, tout en continuant d'abaisser les impôts des plus fortunés et d'appliquer de véritables purges sociales à tous les autres. Aux mesures en cours, comme

Peuples européens,
unissons-nous !

la casse des systèmes de retraite, le blocage ou la baisse des rémunérations du travail, les hausses d'impôts indirects, la réduction de l'emploi

public, les privatisations, dans tous les pays européens, va s'ajouter la violence de nouveaux plans de super austérité. La modification du traité de Lisbonne, à l'instigation de M^{me} Merkel et de M. Sarkozy, vise à permettre à la Commission de Bruxelles et au Conseil européen de s'ériger en police de la mise en œuvre de ces programmes d'appauvrissement des peuples et en tribunal d'application des peines. Celles-ci prendront la forme de ponctions sur les budgets nationaux et de suspension du droit de vote au Conseil européen, de l'État considéré comme fautif. Le texte adopté prévoit explicitement que les pays engageant un plan de casse

Enfin, espérons que les pays engagés au plan de casse des retraites soient récompensés. Ceci n'est rien d'autre qu'un coup d'État à froid d'institutions européennes non élues au service de la dictature de la finance.

Très significatifs sont les actes de la Commission européenne ces dernières heures.

Elle demande au gouvernement français d'élargir le bouclier fiscal aux résidents étrangers. Quel symbole ! Elle envisage la création d'un fonds de pension européen pour les retraites par capitalisation. Cela rend encore plus claire la loi sarkozyste contre les retraites. Elle veut diminuer le budget de l'Union européenne. Voilà les symboles crus de l'Europe antisociale et autoritaire. Après le rejet du traité européen de 2005, c'est aujourd'hui, encore plus qu'hier, le refus de cette Europe du capital contre le travail qui s'exprime dans le grand mouvement social en France. Il n'est pas isolé. Il se développe également en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce, en Roumanie, après la manifestation européenne du 29 septembre à Bruxelles.

Cette solidarisation des peuples contre l'Europe autoritaire, antisociale, devrait prendre de l'ampleur. En s'enracinant dans chaque pays contre cette guerre sociale, ces mouvements sociaux appellent à changer radicalement les traités européens. Puisque le Conseil européen lui-même déclare désormais qu'on peut changer celui de Lisbonne, mettons le pied dans la porte pour une Europe sociale, solidaire, démocratique et écologique.

Peuples de tous les pays européens, unissons-nous. Ensemble, faisons plier le petit cénacle des institutions européennes au service exclusif des puissances d'argent.